

**Nations unies - Réunion en formule
Arria sur la déclaration pour la
sécurité des écoles - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies,
président du conseil de sécurité -
Conseil de sécurité**

(New York, 13 octobre 2017)

Je remercie l'Italie d'avoir pris l'initiative de ce débat, qui est essentiel, sur la protection des écoles. Je remercie également la Suède et l'Uruguay de porter avec nous, au conseil de sécurité, l'engagement du conseil de protéger les enfants victimes des conflits.

Permettez-moi d'exprimer une reconnaissance toute particulière à la nouvelle représentante spéciale du secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés, Virginia Gamba, pour son engagement exemplaire. Vous pouvez compter chère Virginia, vous le savez je crois, sur le plein et entier soutien de la France.

Je souhaite remercier également les autres États membres présents ce matin et la société civile, dont l'appui est aussi remarquable qu'indispensable. Je crois, Madame Neff, que vous en êtes l'incarnation et nous vous devons indéniablement de parler de ce sujet ici et aujourd'hui. C'est également un privilège d'être au côté de Joy Bishara, que je remercie chaleureusement de sa présence.

Chers amis, la guerre vise les sanctuaires que sont les hôpitaux et les écoles. Depuis la résolution 1998 du conseil de sécurité, adoptée en 2011, les attaques contre les écoles et les hôpitaux constituent à juste titre une des six violations retenues comme critères pour l'inscription d'un État ou d'un acteur non-étatique dans les annexes du secrétaire général. C'est aussi un critère retenu dans plusieurs régimes de sanctions et nous nous en félicitons.

En juin 2015, l'adoption de la déclaration pour la sécurité des écoles a constitué une étape majeure, dans le sillage de nos efforts au sein du conseil pour développer des outils globaux, fondés sur les faits et efficaces. Vous le savez, la France a annoncé son soutien à cette déclaration en février dernier, à l'occasion de la conférence de Paris «Protégeons les enfants dans la guerre». Nous avons été le premier, et à ce jour le seul membre permanent du conseil de sécurité à le faire, et nous sommes certains que d'autres nous rejoindront.

Cette déclaration constitue un outil essentiel à deux autres égards au moins :

- d'abord, il renforce encore notre volonté collective de faire respecter le droit international, qu'il s'agisse du droit humanitaire ou des droits de l'Homme ;

- ensuite, il sert notre objectif, qui est d'ailleurs le quatrième objectif de développement durable, de permettre aux enfants d'accéder à l'éducation. La place des enfants est dans les écoles, pas dans les rangs d'armées ou de groupes armés, dont ils sont trop souvent les victimes. L'accès à l'éducation constitue aussi un rempart solide contre l'endoctrinement dont ils peuvent être victimes, notamment par les groupes terroristes.

Madame Bishara, votre exemple est un témoignage de cette nécessité absolue, que j'évoquais. Comme le souligne le secrétaire général dans son rapport, presque tous les théâtres de conflits font l'objet d'attaques contre les écoles et les hôpitaux. C'est un marqueur qu'il faut avoir à l'esprit et dénoncer avec force. On dénombre encore de trop nombreuses attaques contre les écoles et les hôpitaux (plus de 750) et l'utilisation de ces bâtiments à des fins militaires.

Je souhaiterais donc inviter les États membres qui ne l'ont pas encore fait à endosser la déclaration sur la sécurité des écoles et également, dans une optique plus large, à endosser les principes et engagements de Paris.

Le débat ouvert que présidera le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, le 31 octobre prochain, ici au conseil de sécurité, en clôture de la présidence française du conseil, permettra d'annoncer ces engagements et de proposer des solutions concrètes pour renforcer toujours plus la protection des enfants, qui est une priorité et qui restera une priorité de tout premier plan pour mon pays.

Pour la protection des écoles et pour empêcher au maximum leur utilisation, la France a aussi adopté à titre national des règles et des pratiques opérationnelles claires pour ses forces armées engagées en opérations, tout cela en parfaite conformité avec les multiples initiatives et bonnes pratiques développées par mon pays en faveur de la protection des enfants en opération. La France agit ainsi avec détermination pour contribuer à la sécurité des enfants et des enseignants. Les armées françaises sont fortement mobilisées pour assurer le respect des bâtiments éducatifs en évitant l'utilisation des écoles à des fins militaires. Dans le respect du droit international humanitaire, la France continuera de contribuer à une meilleure protection des écoles.

J'ai promis d'être bref. Sachez combien pour la France notre réunion d'aujourd'hui est cruciale, pas simplement pour évoquer ce sujet essentiel, mais aussi pour définir ensemble les conditions d'un vrai progrès sur le terrain au service des enfants. C'est pour cela que nous sommes tous profondément engagés, dans la diversité de nos situations, société civile et États. Et vous pouvez compter sur mon pays pour avancer résolument sur ce chemin exigeant.

Je vous remercie et je cède la parole à mes autres collègues, ainsi qu'à nos éminents panélistes./.